

RAPPORT N° 2022/4-05
au bureau de la Communauté
En séance du jeudi 15 septembre 2022

OBJET

TRAVAUX POUR LA REHABILITATION DE LA STATION DE POTABILISATION DE BOIS DE NEFLES.
LOT N°3 : CLOTURE – MURS DE SOUTÈNEMENT – ESPACES VERTS - VOIRIE.

AVENANT N°2 AU MARCHÉ DU LOT N°3 – AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

Par délibération du 27 Avril 2018, la Ville de Saint-Denis avait approuvé le programme de travaux pour l'opération « Réhabilitation de la Station de potabilisation de Bois de Nèfles » et avait passé un marché avec l'entreprise HYDROTECH concernant le Lot N°3 – Clôture – Murs de Soutènement – Espaces Vert - Voirie.
L'attribution des marchés initiaux s'est déroulée selon la Procédure Adaptée.

Désignation	Entreprises	Montant des marchés (€ H.T.)	Procédure de passation
Lot N°1	SBTPC – SOGEA /SETB ACTENIUM	2 170 000,00 € HT	Procédure Adaptée
Lot N°2	GTOI	208 702,46 € H.T.	Procédure Adaptée
Lot N°3	HYDROTECH	199 708,00 € H.T	Procédure adaptée

Suite au transfert de compétence à l'Intercommunalité au 01 Janvier 2020, le suivi du chantier est aujourd'hui assuré par la Direction de l'Eau de la CINOR.

L'avenant n°2 a pour objet de contractualiser de manière définitive :

- La prise en compte des travaux supplémentaires exécutés en application des prix nouveaux notifiés par ordres de service pendant le déroulement du chantier, conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG - Travaux, en vue de la rémunération des ouvrages ou travaux dont la réalisation ou la modification s'est avérée nécessaire et pour lesquels le marché ne prévoyait pas de prix,
- L'évolution de la masse des travaux consécutive en plus et moins-value.

L'avenant n°2 est passé en application de l'article R2194-8 du code de la commande publique (modification inférieure au seuil européen de 15% du marché initial)

Le détail des coûts formellement identifiés sont les suivants :

- Montant du marché :	199 708,00 € HT
- Montant révisé du marché :	238 051,94 € HT
- Montant Avenant N°2 :	+ 28 024,84 € HT

Total € H.T. :	266 076,78 € HT
Total € T.T.C :	288 693,30 € TTC

Soit un dépassement du marché de : **11,77 %.**

La prolongation du délai d'exécution introduit par l'avenant n°2 est de 5 mois et 1 semaine. La date de mise en service des ouvrages a été décalée du fait de l'arrêt de chantier lié à la crise COVID, des difficultés d'approvisionnement des fournitures, le manque d'eau sur les ressources et la mise en service tardive du compteur d'EDF.

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-05-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

- Désignation	Délai initial	Nouveau délai
Période de préparation	2 mois	2 mois
Travaux (hors congés annuels BTP)	11 mois	18 mois et 1 semaine
Marche industrielle	2 mois	0 mois
Délai total	15 mois	20 mois et 1 semaine

Aussi, je vous prie de bien vouloir :

- 1) Approuver l'avenant n°2 au marché « Travaux pour la réhabilitation de la station de potabilisation du Bois de Nèfles – Lot n°3 : Clôture – Murs de Soutènement – Espaces Vert - Voirie
- 2) Autoriser à signer cet avenant et l'ensemble des pièces connexes.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2022/4-05
du bureau de la Communauté
en séance du 15 septembre 2022**

OBJET

**AVENANT N°2 AU MARCHÉ DU LOT N°3 - TRAVAUX POUR LA REHABILITATION DE LA STATION
DU BOIS DE NEFLES - COMMUNE DE SAINT DENIS - LOT N°3 : CLOTURE – MURS DE
SOUTÈNEMENT – ESPACES VERTS – VOIRIE - AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/4-05 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-05-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

Article 1 :

D'approuver l'avenant n°2 au marché « Travaux pour la réhabilitation de la station de potabilisation du Bois de Nèfles – Lot n°3 : Clôture – Murs de Soutènement – Espaces Vert - Voirie » ;

Article 2 :

D'autoriser à signer cet avenant et l'ensemble des pièces connexes.

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

21 SEPT 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220915-BC2022-4-05-DE Date de télétransmission : 22/09/2022 Date de réception préfecture : 22/09/2022
--